L'histoire régionale chez les contemporanéistes français (1950-2000)

Die Region und die französischen Historiker der Neuere und Neueste Zeit

Gérard Cholvy

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/1454>

DOI : 10.4000/alsace.1454

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2007

Pagination : 37-48

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Gérard Cholvy, « L'histoire régionale chez les contemporanéistes français (1950-2000) », *Revue d'Alsace* [En ligne], 133 | 2007, mis en ligne le 30 octobre 2011, consulté le 23 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/1454> ; DOI : 10.4000/alsace.1454

L'histoire régionale chez les contemporanéistes français (1950-2000)

Longtemps pratiquée sous le nom « d'histoire locale », l'histoire régionale bénéficiait d'une considération limitée lorsqu'elle ne suscitait pas la suspicion : mettre en valeur l'histoire des provinces n'était-ce pas nuire à la conception unitaire de l'histoire de France chère à Ernest Lavisse, soucieux « d'élever les enfants au-dessus de la vie vulgaire » ? Au lendemain de la Grande Guerre, parut une collection « Les vieilles provinces de France ». Rédigeant le volume consacré au *Languedoc*, Pierre Gachon, qui enseigne alors l'histoire à la Faculté des Lettres de Montpellier, répond à l'avance aux critiques qu'il redoute : « Malgré leur attachement à la petite patrie, les Languedociens, même les plus fervents, se gardent du provincialisme exagéré. Ils savent trop le danger de l'isolement, celui de professer une doctrine languedocienne à l'écart de l'esprit national » (*Histoire du Languedoc*, 1921, p. 284). De fait, le succès de cette collection fut lié à une demande venant de la périphérie, qu'il s'agisse des premiers volumes sortis ou de leurs réimpressions avant 1926 : l'Alsace (24 rééditions) précède la Normandie (9), le Languedoc (7), la Savoie (7), la Franche-Comté (7), le Roussillon (4) et la Corse (4). La demande rejoignait-elle ce qu'avait affirmé l'historien lorrain R. Parisot, en 1905 : « Il y a pour l'histoire de France un point de vue parisien et un point de vue provincial, celui-ci est très différent du premier »¹ ?

Au milieu du ^{xx}^e siècle, la situation a-t-elle vraiment changé ? Il existe sans doute, dans les Facultés, des chaires d'histoire régionale. Fondées au départ par les Conseils municipaux, les premières ont été ouvertes en 1886, ainsi à Toulouse avec le chartiste Charles Molinier qui voulut faire de sa thèse sur *L'inquisition dans le Midi de la France* (1879) un « manifeste de séparatisme » ; ainsi à Bordeaux, la même année, avec Camille Jullian. L'enseignement qui y est donné accorde la part royale au Moyen-Âge et semble n'avoir jamais abordé la période contemporaine. Le régionalisme est à l'honneur au lendemain de la défaite de 1940. Mais dans les années 1950, on ne peut

1) Discours à la séance solennelle de rentrée de l'Université de Nancy, 16 novembre 1905. L'auteur avait obtenu le Grand-Prix Gobert de l'Académie française, en 1899 pour sa thèse, *Le royaume de Lorraine sous les Carolingiens*.

dire que l'histoire régionale – et le certificat de licence qui y est joint – attire beaucoup d'étudiants : pas plus de quatre à Montpellier, pour l'histoire du Languedoc, en 1955, alors que les effectifs des autres certificats, obligatoires pour la licence, tournent autour de 50 à 60. On sait que nul n'est prophète en son pays : l'appel qu'avait lancé le Doyen Fliche, en 1947, dans la *Revue Historique*, « L'avenir de l'histoire régionale » (t. CXXXVII, p. 161-179) ne semble pas avoir été entendu.

Il faut attendre la fin de la décennie 1960 – celle des *Sixties* – pour que l'histoire régionale prenne son essor dans les universités, un essor qu'il faudra chercher à expliquer et à cerner. La durée de préparation des thèses du doctorat d'État étant d'une bonne dizaine d'année, le sommet est atteint dans les années 1985-1989. Un déclin s'amorce ensuite à propos duquel, une fois le constat établi, il conviendra de formuler quelques hypothèses proposées à la discussion.

1. L'essor

Les années Soixante sont celles de la grande mutation culturelle des *Sixties*, le *take off* de l'économie, l'urbanisation et ses grands ensembles, l'irrigation de tout le territoire national par la télévision (1965 *seulement*), l'explosion de la consommation, la décolonisation qui, liée à l'expansion économique et à la mécanisation de l'agriculture, provoque des déplacements accentués de population. Dès lors, du côté de l'histoire, le discours de quelques précurseurs devient audible. Dans la jeunesse étudiante, défendre ou retrouver ses racines pousse certains à se tourner vers l'histoire, voire l'ethnologie, laquelle devient européenne.

Dans les Facultés des Lettres, les assistants d'histoire des années Soixante, par le biais du « Français historique », sont amenés, s'ils ne l'avaient pas fait antérieurement, à s'interroger sur leur discipline et ses méthodes. Ils lisent Henri-Irénée Marrou, Lucien Febvre, Georges Lefebvre dont l'un des derniers cours en Sorbonne (1945-1946) a été consacré à l'histoire de l'histoire. Élève d'Alphonse Aulard dont on rappellera qu'il proposait aux candidats du Diplôme d'Études Supérieures d'étudier l'esprit public sous la Révolution dans leur département natal, Ernest Labrousse qui, une fois son doctorat d'État soutenu (1944), enseigne durant deux décennies l'histoire économique et sociale à la Sorbonne, lance un programme de monographies départementales : à Barral l'Isère, à Dupeux le Loir-et-Cher, à Paul Bois la Sarthe... Labrousse dispute au doyen Pierre Renouvin les directions, les jurys et les carrières en histoire contemporaine. Mais on ne négligera pas l'ouverture à la sociologie que l'École des *Annales* – dont le directeur est alors Fernand Braudel – qui fait large place à l'explication économique et sociale et promeut l'analyse quantitative – fait découvrir à de jeunes chercheurs, certains d'entre eux sous l'influence des analyses marxistes.

On n'oubliera pas de citer aussi André Siegfried, François Goguel et Gabriel Le Bras parmi ceux qui invitent, entre autres, à comparer cartes électorales et pratique religieuse catholique. Enfin, partir de l'espace et le découper afin d'en rechercher les différences internes, venait naturellement en raison de la formation donnée en

géographie humaine : en 1953, Lucien Febvre pouvait écrire « c'est la géographie vidalienne qui a engendré l'histoire qui est la nôtre » (*Annales ESC*). Est donc privilégiée l'histoire des espaces et donc l'histoire rurale, qu'il s'agisse du département d'abord, du diocèse ensuite.

À l'orée des années Soixante, s'imposent ces réflexions de Lucien Febvre, qui datent de 1942 : « Je n'ai jamais su pour ma part et je ne sais toujours qu'un moyen, un seul, de bien comprendre, de bien situer la grande histoire. Et c'est d'abord de posséder à fond, dans tout son développement, l'histoire d'une région, d'une province »².

Si le département a précédé le diocèse c'est en partie en raison de l'ouverture plus tardive des sources, sur place ou à Rome, pour le second.

Par ailleurs, la démocratisation des études en province, amène en face des enseignants, dans ces années 1960 et 1970, des étudiants enracinés. Alors, on pouvait encore, si l'on veut, parler de « France profonde ». Mes étudiants de Perpignan, se retrouvant à Montpellier, je les ai entendus parler catalan entre eux. Proposer des sujets de maîtrise en histoire régionale était donc naturel, la proximité des archives traditionnelles y contribuant.

Enfin, la création de nombreux postes en histoire contemporaine dans les facultés et l'importance du recrutement local permettent de retrouver chez les enseignants ce qui existe chez les étudiants, une proximité avec une région dont une partie des habitants est de plus en plus sensible aux revendications régionalistes. Vers 1975, il faudra même mettre en garde à Montpellier contre une histoire occitane qui nous disait que « saint François était occitan par sa mère ». De nos jours, il eut peut-être été bouddhiste par son père ?³.

Les thèses se font beaucoup plus nombreuses en contemporaine à partir des ressources archivistiques régionales, même si le défaut de classement des séries constitue un frein. On remarquera cependant que les soutenances les plus importantes ont lieu le plus souvent encore à Paris, un phénomène qui, tout en s'atténuant, va perdurer. Le *Répertoire des historiens* publié par le CNRS en 2000 apporte les indications suivantes pour les soutenances (régionales contemporaines) :

Paris	122	Bordeaux	17	Montpellier	11	Metz	5
Lyon	45	Rennes	15	Strasbourg	9	Caen	4
		Toulouse	14	Rouen	7	Nantes	4
		Aix	14	Nancy	7	Dijon	3
						Besançon	3
						Le Mans	3
						Nice	3
						ailleurs	6

On notera qu'une partie seulement des thèses soutenues à Paris (43) concerne la ville, sa banlieue ou l'Île-de-France

2) « Autour d'une bibliothèque », *Pages offertes à M. Charles Oursel*, Dijon, 1942.

3) Cf. G. Cholvy, « Histoire contemporaine en pays d'Oc », *Annales ESC*, juillet-août 1978 ; « Réflexions sur l'enseignement de l'histoire régionale », *Bull. de l'APGH*, 1978 ; « Faut-il enseigner l'histoire régionale ? », *Colloque national sur l'histoire et son enseignement* (19-21 juin 1984), Ministère de l'E.N., juin 1984.

L'essor a été plus considérable que ne l'indique en réalité le *Répertoire* de l'an 2000 qui ne tient pas compte des disparus. Néanmoins, 71 des docteurs qui y figurent sont âgés de plus de 60 ans sur 292 soit près du quart.

Ces thèses, le grand public en a-t-il connaissance ? Autrement dit, des publications aident-elles à vulgariser ces travaux érudits ? S'il faut en croire Paul Leuilliot : « Il semble que l'histoire universitaire scientifique se coupe de son public, s'isolant dans une tour d'ivoire, tandis que le public cherche à satisfaire son goût de l'histoire de manière toute différente »⁴. Peu auparavant, dans la même revue des *Annales*, Jacques Rougerie venait de traiter de la « départementalisation de l'histoire de France » (1966)... Pourtant, et en cette même année 1967, deux entreprises de vulgarisation des connaissances viennent de voir le jour, la série Privat, sous la direction du médiéviste Philippe Wolff, le premier volume étant consacré à l'*Histoire du Languedoc*⁵ ; et le premier volume de la collection d'Histoire des diocèses, sous la direction d'Étienne Jarry et de Jean-Rémy Palanque, ouvrage consacré au diocèse de Marseille. Il précède Metz en 1970, Tarbes (1971), Bourges (1973), Ajaccio et Bordeaux (1974), Montpellier et Rouen (1976), Besançon (1977), Belley et Cambrai (1978) : sur les douze premiers volumes parus, onze concernent la périphérie, indice vraisemblable de la survivance plus grande des identités.

Des universitaires participent ensuite aux provinces « de 1900 à nos jours » (premier titre *La Provence*) dans la collection « Le passé présent » de Philippe Wolff, chez Privat ; à l'histoire des villes chez le même éditeur ; aux publications de l'éditeur Horvath à Roanne. Jean Brignon et Jean Combes dirigent une collection d'*Histoire des départements de la France*, aux Éditions Bordessoules à Saint-Jean d'Angély qui publient de très beaux ouvrages, là encore avec la participation des universitaires, certains contemporanéistes dirigeant les volumes (premier titre *La Charente Maritime* qui précède *La Vendée*, une excellente partie contemporaine pour le Finistère)... Bref, leurs propres recherches permettent alors à nombre d'historiens de conduire ou d'accompagner une vulgarisation historique qui répond aux attentes d'un public nombreux mais souvent peu regardant. « Savoir d'où l'on vient ? » c'est la requête du chanteur-instituteur Claude Marti en 1974⁶. Après avoir considéré de haut leur passé rural, le patois, le grand-père charron et le bois à scier, voilà que des citadins affluent vers les dépôts d'archives à la recherche de leurs ascendants. Le « traditionnel » est valorisé. Les « bugades », c'est-à-dire les grandes lessives périodiques au lavoir, sont l'objet d'études et d'expositions. Mais des affirmations proches d'une histoire-slogan, par exemple les mythes fondateurs de la « Nouvelle histoire occitane » (Cathares, Camisards, 1907 et ses grèves), stimulés en l'occurrence par l'émission de Stélio Lorenzi sur les Cathares en 1966, toute une effervescence militante, inquiètent certains universitaires. C'est ainsi qu'à Montpellier, l'année même de l'événement *Montaillou* et du *Cheval d'orgueil* de Pierre Jakez Hélias (1975) nous décidons de créer quatre unités de valeur de 1h30 hebdomadaire chacune sur les deux années du DEUG d'Histoire. Nombreux ont

4) « Défense et illustration de l'histoire locale », *Annales ESC*, janvier-février 1967.

5) Mais la période contemporaine, pauvrement traitée, a été confiée à un géographe.

6) « L'occitan en question », *France Culture*, 26 août 1974.

été au début les enseignants du secondaire à les suivre, la presse régionale ayant donné un retentissement à cette initiative. En 1977, le Congrès annuel de la Fédération historique du Languedoc méditerranéen et du Roussillon, qui associe l'érudition locale et l'Université, a pour thème « La recherche historique et archéologique en Languedoc-Roussillon et les sociétés savantes et culturelles 1927-1977 ».

Maurice Agulhon (1926-
Professeur au Collège de France
Historien de la Provence

L'année suivante, Maurice Agulhon se livre à une défense et illustration de cette dimension de l'histoire : « l'histoire régionale ou départementale est fort loin d'être une veine épuisée, ou une mode dépassée. Quelles que soient les formes que doivent prendre à l'avenir les travaux universitaires, un fait s'imposera toujours : pour approfondir un problème d'histoire sociale, il faut brasser *en masse* des archives de séries et de provenances diverses, et il faut bien connaître les lieux et les gens ; or, pour remplir ces deux conditions, un chercheur unique ne peut couvrir qu'un espace restreint. D'ailleurs, même les thèses nationales, même les théories généralisantes, ont toujours tiré leur force de quelques bases géographiques étudiées à fond ; et elles ont toujours subi des objections originaires d'autres bases géographiques ultérieurement étudiées »⁷.

Stimulés par la demande ou motivés personnellement et encouragés par leur directeur de recherches, les thésards en histoire régionale contemporaine se font plus nombreux, le sommet des soutenances se situant durant les années 1985-1989 : s'il faut dix ans pour faire une thèse on comprend bien l'importance des années 1970-1980 :

Thèses d'histoire régionale soutenues et répertoriées dans l'Annuaire 2000 du CNRS

avant 1970	22	
1970-1974	23	
1975-1979	45	
1980-1984	50	
1985-1989	61	(dont 21 dans l'année 1989)

La décrue s'annonce ensuite dont il faut tenter de rendre compte.

7) *Annales ESC*, juillet-août 1978, p. 857.

2. Le déclin

La première approche sera statistique et régressive. Dans le *Dictionnaire biographique des historiens français*, publié en 2004, sous la direction de Christian Amalvi, l'histoire régionale contemporaine est représentée par cinq noms seulement, encore le cinquième Louis Trénard, est-il davantage moderniste. Les autres ? Ils sont, légitimement, des disparus : le Breton Michel Lagrée, le Lyonnais Pierre Léon dont la thèse, soutenue en 1952, sous la direction d'Ernest Labrousse, *La naissance de la grande industrie en Dauphiné : fin du XVIII^e-1869*, devait faire date, se situant dans la longue durée ; Christiane Marcilhacy, dont les deux thèses sur le diocèse d'Orléans, soutenues en 1963, sont les premières à étudier un diocèse à l'époque contemporaine ; enfin l'Alsacien Roland Marx dont seule la thèse, *La Révolution et les classes sociales en Basse Alsace : structures agraires et vente de Biens nationaux -1969* concerne le domaine régional. L'historiographie le retient, avant tout comme « historien des îles britanniques ». Cinq sur 70 contemporanéistes, soit seulement 7 %⁸. La liste des titulaires en poste en 2004⁹ et l'Annuaire du CNRS-2000 permettent une comparaison entre ces titulaires et les thèses régionales recensées en 2000 :

Nord	6-20	Est	15-39	Paris et Centre	12-43
Ouest	26-58	Rhône Alpes	27-53		
Sud-Ouest	13-39	Sud-Est	14-36		

Les meilleurs rapports se trouvent dans l'Ouest et dans Rhône-Alpes. Les 113 chercheurs régionaux en poste en 2004 représentent 26 % du total qui est de 428 contemporanéistes. L'Annuaire 2001 de l'Association française d'histoire religieuse contemporaine compte 296 noms dont il faut déduire 32 chercheurs étrangers. Sur les 264 qui restent, 62 soit 23 % ressortissent de l'histoire régionale. Nous avons là une estimation qui doit correspondre à la réalité. Environ le quart des contemporanéistes a sacrifié à l'histoire régionale. L'Annuaire 2000 du CNRS permet une comparaison avec l'histoire moderne. Cet annuaire recense 288 docteurs en contemporaine, mais 317 en moderne, avec la répartition spatiale suivante, le premier chiffre concernant l'histoire moderne :

Nord	28-20	Est	49-39	Paris et Centre	52-43
Ouest	62-58	Rhône-Alpes	32-53	Sud-Ouest	39-39
Sud-Est	55-36				

Lorsqu'on sait qu'en ce qui concerne les mémoires de maîtrise, la période contemporaine en totalise autant que les trois autres périodes réunies, et ceci sans doute dans la plupart des universités ; qu'il y a beaucoup plus de postes en contemporaine – n'oublions pas les Instituts d'Études Politiques – qu'en moderne, on prend mieux conscience du rapport différent qui existe au niveau des recherches régionales entre les deux périodes.

Par ailleurs, à partir de 1990, la courbe des soutenances régionales contemporaines

8) *Le Dictionnaire* compte 348 notices.

9) *Annuaire des contemporanéistes* publié par l'Association des historiens contemporanéistes de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

qui était ascendante depuis plus de vingt années s'inverse : 52 thèses recensées entre 1990 et 1994, 44 entre 1995 et 1999, soit moins que vingt années auparavant.

Cette désaffection relative, comment l'expliquer ? On s'interrogera tout d'abord sur le déplacement d'intérêt des directeurs de recherche en poste dans les Universités. On peut le constater dans deux directions différentes. Les uns ont fait du régional un tremplin pour passer à une autre dimension spatiale. Michel Hau soutient en 1985, une thèse *De l'industrialisation de l'Alsace 1803-1839* avant de passer à « *La désindustrialisation en Europe de 1974 à nos jours* » ; Yves-Marie Hilaire et Gérard Cholvy passent du diocèse à l'ensemble national ; Catherine Bertho-Lavenir, de *La naissance des stéréotypes régionaux en Bretagne, XIX^e-XX^e siècle* (1979) à l'histoire des médias. Le Lyonnais Olivier Faure passe de *La médicalisation de la société dans la région lyonnaise au XIX^e siècle* (1989) à l'histoire de l'homéopathie et de l'hôpital de France. Jean-Noël Luc, de la *Charente-Inférieure* (1978) à l'histoire de la petite enfance. Alain Corbin, du Limousin (1973) à l'histoire des représentations et de la sensibilité.

D'autres chercheurs semblent avoir bifurqué de façon plus radicale. Ainsi de nos deux passionnés des sports et du football... Alfred Wahl et Ronald Hubscher. Entre

Michel Lagrée, né en 1946, décédé en 2001, professeur d'histoire contemporaine à l'Université Rennes II.

Michel Lagrée a beaucoup contribué au renouveau de l'histoire religieuse contemporaine et des approches de l'histoire régionale par ses études sur l'histoire de la Bretagne, en particulier par sa thèse « Religion et culture en Bretagne » (1992). Il était soucieux d'explorer de nouveaux champs (sports, langues régionales) et de dialoguer avec les autres domaines historiques (histoire culturelle). Ses articles fondamentaux ont été rassemblés dans un volume d'hommage, *Religion et modernité. France, XIX^e-XX^e siècles* (Rennes, PUR, 2002).

les deux, un Pierre Barral hésite qui, parti de la région et ancré dans le rural dont ne le séparera pas les fondateurs de la Troisième République, n'hésite pas à faire un grand détour par la Guerre Froide et les problèmes militaires avant de revenir au régional avec *L'esprit lorrain* (1989), nouant là la gerbe composée des nombreuses maîtrises dirigées sur ce thème.

Il est vrai qu'en sens inverse d'autres chercheurs, en raison sans doute de leur investissement dans la région où ils enseignent, ont pris le chemin inverse, tel le Finistérien Yvon Tranvouez, ou l'Alsacien Bernard Vogler.

J'ai personnellement dirigé 308 mémoires de maîtrise. La part des sujets régionaux est allée diminuant :

1970-1977	63	soit 86 %
1978-1985	61	soit 79 %
1986-1993	39	soit 49 %
1994-2001	24	soit 31 %

Il en est de même pour les thèses : de 1974 à 1989 les 10 thèses soutenues sous ma direction l'ont été en histoire régionale ; de 1990 à 2005, 9 thèses seulement sur les 20 soutenues.

Sans doute, une partie de ces transferts a-t-elle été volontaire. Mais elle résulte aussi du tarissement du vivier concernant les étudiants. J'ai demandé, en 1992, à mes étudiants de licence si leurs parents habitaient encore dans la maison de leurs propres grands-parents ? Il s'en est trouvé un seul pour répondre et même remonter à la Révolution française. Mais c'était un fils de cultivateur d'un très petit village du Gard, autant dire d'une espèce en voie de quasi disparition. Que de fils de fonctionnaires, de militaires en particulier, qui ne sont plus de nulle part ! Les noms de mes deux derniers très bons thésards, Fabien Groeninger et Pierre-Yves Kirschleger ne témoignent-ils pas de cet éventail plus large ?

L'élargissement des horizons, que ceux-ci résultent du déracinement géographique ou du rôle croissant des médias, a sa répercussion dans le choix des sujets de maîtrise et au-delà, comme le mentionne Pierre Guillaume dans sa communication sur l'Aquitaine : « on constate un glissement récent des études locales vers des thèmes beaucoup plus diversifiés, souvent sans rapport avec la région ».

J'ajouterai que le moindre intérêt porté au quantitatif et, plus encore, l'abandon de la formation géographique de type vidalien, contribuent à cet éloignement du régional que l'urbanisation grandissante favorise. N'oublions pas non plus l'éloignement à l'égard des langues régionales, quoiqu'il en soit des entreprises volontaristes dans ce domaine. La thèse de Youenn Michel, ATER à l'Université de Rennes-2 sur l'école et les langues régionales en France 1940-1982 », l'intérêt que porte ce jeune chercheur – 30 ans cette année – à l'incidence des débats autour des langues et cultures régionales en France nous en apprendra sans doute davantage. Mais, en 2000, sur 283 chercheurs recensés, 172, soit plus de 60 % étaient âgés de plus de 50 ans. N'oublions enfin de poser la question de la disparition du doctorat d'État avec sa grande thèse qui impliquait souvent de diversifier les sources.

Autre indice révélateur de la désaffection, les publications. S'il y a encore du grain à moudre du côté des historiens de villes – et a fortiori de villages, les néo-ruraux s'y intéressant – les grandes collections d'histoire régionale semblent marquer le pas. Tel est bien, par exemple, la série Histoire des diocèses de France, interrompue en 1989, avec le 25^e volume. Christian Sorrel, l'excellent connaisseur du contexte savoyard, souligne que « valorisé hier comme échelle d'analyse, quelque peu dévalué désormais, le diocèse n'en demeure pas moins un détour obligé pour l'historien du catholicisme contemporain »¹⁰. Au vu de plusieurs récentes thèses j'en suis beaucoup moins assuré.

Le constat serait bien désolé si je ne signalais cependant l'intérêt que certains de nos étudiants de l'immigration kabyle dans le Bassin minier et industriel d'Alès (Gard) portaient aux cours d'occi-

tan. Et si je ne mentionnais, en forme d'interrogation auprès de nos collègues des autres Universités, deux cas très récents de candidats à la maîtrise. Thierry Ramtani, issu d'un couple mixte, traite, en 2001 de *La résistance à la déchristianisation dans les Cévennes sous la Révolution française* et l'année suivante, Salim Slimani, fils de deux parents d'origine algérienne, *Débats et combats chez les protestants du Midi 1879-1900*.

Le cardinal de Cabrières

10) « Échelles et espaces : le diocèse. Réflexions sur l'historiographie française contemporaine », *L'Histoire religieuse en France et en Espagne*, Colloque international Casa de Velasquez (2001) s.d. de Benoît Pellistrandi, vol. 87, Madrid, 2004, p. 225 sq. Voir aussi notre contribution plus générale « L'histoire régionale est-elle le miroir de l'histoire nationale ? », *Revue du Vivarais*, t. XCVIII, n° 1, 1994. C'est entre 1970 et 1983 que la *Revue du Vivarais* a compté le plus d'abonnés, entre 700 et 800, contre guère plus de 300 avant 1950. La décline s'est amorcée depuis. On pourrait sans doute faire la même remarque pour des revues analogues.

Die Region und die französischen Historiker der Neuere und Neueste Zeit

Gérard Cholvy

Um die Mitte des 20. Jhs. wagten sich die Lehrer der Regionalgeschichte in den philosophischen Fakultäten selten in die Zeitgeschichte und zogen nur wenige Studenten an. Der Aufschwung kam in den 1960er Jahren, als die französische Gesellschaft einen großen Kulturwandel durchmachte. Eine neue Nachfrage kam von der Öffentlichkeit – und auch vom sich demokratisierenden Studentenpublikum. Die Vermehrung der Stellen in den Fakultäten und der Einfluß einiger Großordinarien begünstigten neue Forschungen, die sich auch die Aufgabe stellten, vor einem Regionalismus zu warnen, der versucht wäre, den Petit Lavis auf den Kopf zu stellen. Daher bemühte sich der Lehrkörper, seine Forschungen zu popularisieren. Die höchste Zahl akademischer Arbeiten in zeitgeschichtlicher Regionalgeschichte wurde in den Jahren 1985-89 eingereicht. Danach verebbte sie. Viele, die mit regionalen Forschungen begonnen hatten, betrachteten sie nur als Ausgangsbasis. Manche gingen danach völlig andere Wege. Die Zahl der interessierten Studenten nahm ab. Die Palette der Interessen fächerte sich breiter aus. Das Jahrbuch des CNRS für 2000 zeigt, daß es mehr Promovierten in der neueren als in der zeitgeschichtlichen Regionalgeschichte gibt, während die Zahl der Magisterarbeiten in der Zeitgeschichte unendlich höher ist als in der Neueren. Die Zahl der Promotionen nimmt ab. Es soll versucht werden, dafür einige denkbare Erklärungen vorzuschlagen.

Résumé

L'essor de l'histoire régionale en France date des années 1960, celles de la grande mutation culturelle de la société française. Une demande nouvelle vient du public et du public étudiant, qui se démocratise. L'augmentation du nombre des postes dans les Facultés, l'influence de quelques grands directeurs de recherche favorisent des recherches d'histoire régionale. Le pic des soutenances en histoire régionale contemporaine se situe dans les années 1985-1989. Un déclin s'amorce ensuite. Le vivier des étudiants n'est plus le même. L'éventail des centres d'intérêt s'élargit. L'Annuaire du CNRS (2000) montre qu'il y a plus de docteurs en histoire régionale moderne qu'en contemporaine, alors que le nombre de maîtrises en contemporaine est infiniment plus élevé qu'en moderne. On cherche à en proposer quelques explications.

Summary

The boom of regional history in France dates back to the 1960s, a time of profound cultural transformation of French society. New orientations are to be found both with the general public and with students, thanks to a more democratic recruitment. The growing number of university chairs and the influential role played by some prominent researchers facilitate publications in regional history, reaching a climax between 1985 and 1989, followed by a general decline. Students have changed, their centres of interest have become more extensive. The National Centre of Scientific Research (CNRS) 2000 yearbook lists more doctorates in modern regional than in contemporary history, whereas MAs in contemporary history are much more numerous than in modern history. A few suggestions are being made in this article to provide answers.

Gérard Cholvy

Gérard Cholvy. Né en 1932, il est étudiant à la Faculté des Lettres de Montpellier de 1953 à 1957. Agrégé d'Histoire en 1957, docteur d'Etat en 1972. Il enseigne l'histoire contemporaine à l'Université Paul Valéry de Montpellier pendant quarante ans (de 1962 à 2002), d'abord en qualité d'Assistant, puis de Maître-assistant et de Professeur (à partir de 1976). Depuis 2002 il est professeur émérite. Président de l'Association française d'histoire religieuse contemporaine (1981-1984), Président de l'Association Carrefour d'histoire religieuse (1992-2001), Président de la fédération historique du Languedoc-méditerranéen et du Roussillon (1982-1994).